

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 13 juin 2022

Pour contrer Macron, il faudra bien plus qu'une simple baffé électorale !

Cela devait n'être qu'une formalité, patatras : la machine électorale de Macron s'enraye ! Le président nouvellement élu risque fort de ne pas avoir une majorité assurée à l'Assemblée nationale. L'écart entre la coalition présidentielle (« Ensemble ») et celle de la gauche (Nupes) a l'épaisseur d'un trait : près de 20 000 voix. Une baffé tout de même pour ce président qui s'était fait une fierté de choisir chacun des 577 candidats : voir, par exemple, un Blanquer l'ancien ministre de l'Éducation haï des profs et des élèves, pleurnicher, cela fait du bien ! Et l'on se réjouit aussi de voir Zemmour la haine disparaître des plateaux électoraux. Mais ensuite, au-delà du cirque électoral ?

Une crise sociale, et une colère silencieuse

On comprend bien sûr les électeurs qui ont voulu sanctionner la présidence des riches au premier tour et bientôt au second. Mais les gestes électoraux ne sont que de simples gestes, même s'ils sont de gauche.

L'abstention populaire reste la première forme de protestation politique face à la misère croissante : un silence, une colère rentrée bien plus qu'une indifférence aux problèmes sociaux. Car il y a un paradoxe : la gauche gouvernementale revient en force au moment où les milieux populaires s'abstiennent pour une large part et que la question sociale devient omniprésente.

Macron, lui, parraine les candidats de la petite minorité des riches, des guerres, de la pollution, du fric. Et Le Pen ? Eh bien, dès qu'on parle des vrais problèmes, pour ce qui est des réponses, elle est aux abonnés absents. C'est bien normal : on ne résout pas les problèmes de l'inflation, de la pauvreté, du chômage, des hôpitaux, des pensions des anciens avec du racisme.

La gauche est-elle une solution ?

La Nupes présentait un programme se disant de gauche et était parfois représentée par des personnes dans lesquelles nous nous reconnaissons. Comme ce boulanger qui a fait une grève de la faim pour garder son apprenti qui n'avait pas les bons papiers ou cette femme de ménage qui a mené une longue grève victorieuse contre une chaîne d'hôtels.

Bien des électeurs, par ailleurs sans illusions sur les promesses de la Nupes, ont surtout cherché à bloquer Macron et repousser la réforme des retraites. Sauf que Mélenchon et les appareils de cette gauche dite écologiste mais mal recyclée défendent la cohabitation gouvernementale avec le président des

riches. Façon de défendre la cohabitation des riches et des pauvres, des responsables de la misère sociale et de leurs victimes. Le même Mélenchon vantait il n'y a pas longtemps le vote qui « éviterait des kilomètres de manifestations ». Et, en pleine guerre en Ukraine et de saccage colonial en Afrique, il assure qu'avec lui Premier ministre, « La France parlerait d'une seule voix », s'alignant par avance sur celle de Macron. On croirait... la gauche bien moisie du passé.

La semaine du doute et un avenir de luttes

La machine Macron est grippée. Le président n'est même pas capable de répondre à une lycéenne qui lui demande « Pourquoi garder au gouvernement des ministres accusés de viol ? » – mais sait lui envoyer deux gendarmes dans son lycée pour l'interroger ! Même la gestion d'une finale de la Ligue des champions est difficile pour cette équipe de fiers-à-bras pour qui solution rime avec répression.

Mais cette machine politicienne, même avec une majorité relative, poursuivra sa cruelle besogne. Certains voudront bloquer en votant contre Macron. On peut les comprendre, mais c'est loin d'être à la hauteur de la régression sociale qui se prépare ouvertement. Pour cela il faudra aller au-delà des combines parlementaires.

Il s'agira d'abord de casser la morosité sur les lieux de travail, d'appuyer plutôt les colères, de se mettre à distance des solutions individuelles, en recréant la solidarité à la base. C'est ensuite, quels que soient leurs petits arrangements gouvernementaux, refuser de payer la note de leur crise. Il faut passer de l'illusoire blocage électoral au véritable blocage social par la lutte, pour se faire respecter, pour imposer la justice sociale, faire reculer les riches et en finir avec leur monde qui ne cesse de pourrir.

Accord d'intéressement, qui intéresse surtout PSA

La direction est en train de concocter un nouvel accord d'intéressement 2022 avec un nouveau mode de calcul. L'objectif sera bien sûr de nous voler, de continuer à masquer nos microscopiques augmentations de salaires et d'en exclure nos collègues intérimaires.

On connaît la chanson : avec l'ancien accord, pour 2021 on a touché 3 600 € pour 100 % de temps de présence. Les salariés américains de Stellantis eux ont touché 13 000 €. Mais même pour eux ça reste peu à côté des 13,4 milliards de profits de Stellantis. Notre PDG, qui gagne 66 millions par an, privilégie ses amis actionnaires : l'inflation nous presse, il est urgent de se mobiliser pour le forcer à augmenter les salaires.

Elle devra assumer toute seule !

Les cafouillages s'accumulent : soudures non faites au Ferrage, problème avec les capots, tabliers d'insonorisation livrés conduite à droite au lieu de conduite à gauche... La direction veut aller trop vite, moins cher et avec moins de personnel. Résultat : arrêts de production plusieurs heures... Nous ça nous va, mais qu'elle ne vienne pas nous imposer le travail pendant les pauses et les H+ les samedis et dimanches.

Avant de communiquer... tu réfléchiras.

À la Peinture, dans le cadre de son projet au nom pompeux « Qualité de Vie au Travail », la direction a fait coller des images du film Star Wars, avec Maître Yoda, pour inciter les salariés à améliorer la propreté des salles UEP. Elle communique de manière bien étrange avec les ouvriers (avant c'était avec des affiches de super-héros masqués anti-Covid). On n'a pas besoin de ses leçons d'irresponsable : depuis des années elle laisse l'usine à l'abandon ou en ruine dans bien des endroits, au risque de notre sécurité.

Ça va encore chauffer

Les grandes chaleurs sont de retour. Mais d'année en année la direction n'améliore rien. Exigeons d'avoir des pauses plus longues et de quoi travailler dans des conditions acceptables. Ça devrait être aussi ça la prétendue « Qualité de Vie au Travail ».

Offre spécial-arnaque

Pour les 1 000 premiers salariés qui quitteront le groupe PSA, la direction offre 5 mois de salaires supplémentaires en prime de départ. Est-ce qu'elle donne un mars ou un baril de lessive avec ?

On a un CDI, c'est très précieux par les temps qui courent, on veut le garder. On n'est pas intéressé pour le brader.

Ayez confiance, la direction va s'occuper de vous

La direction de Renault tient un double discours sur l'arrêt définitif en 2023 de la production de véhicules à l'usine de Flins (3 000 salariés). D'un côté elle dit qu'il y a aura du travail pour tous dans le développe-

ment de l'activité de reconditionnement, et en même temps elle met la pression pour faire démissionner. En réalité dans l'avenir immédiat il n'y aura pas plus de 1 000 postes dans cette usine.

Sa dernière idée est de prêter les salariés à d'autres entreprises (dont PSA, Bonduelle, Coca-Cola ou Arcelor-Mittal...). Renault Flins deviendrait une sorte de « boîte d'intérim de CDI ». Pour éviter la catastrophe, les travailleurs de Renault Flins devront se mobiliser contre leur direction pour maintenir leurs salaires et leurs emplois dans de bonnes conditions.

Grève nettoyage : il n'y a que la lutte qui PEI !

Les salariés de PEI, sous-traitant de nettoyage au Technocentre Renault de Guyancourt (78), ont fini par faire plier les patrons. Mobilisés contre le chômage partiel imposé et des suppressions de postes arbitraires, les 80 grévistes (sur 120 salariés) ont tenu bon face aux pressions de leur direction, de Renault, des flics et des petits chefs violents. Après cinq semaines de grève, ils ont obtenu satisfaction : la fin du chômage partiel, le paiement des jours de grève, un plan de départ volontaire avec des indemnités supra-légales. De quoi motiver les collègues de Renault et des autres sous-traitants : la grève, ça paie !

Le capitalisme mène la planète dans le mur, mais les riches insistent pour y aller en super-car

Le Parlement européen a exempté la filière automobile de luxe de l'interdiction de la vente des voitures thermiques d'ici à 2035. Les Ferrari, Lamborghini, Maserati, Rolls-Royce ou Bentley à essence pourront continuer à se vendre.

La transition écologique se fera donc sur le dos des pauvres et à leurs frais : en tant qu'acheteurs et en tant que contribuables. Ceux-ci achèteront des modèles électriques, très chers eux aussi, avec une autonomie qui limite leur usage de l'aveu même de Tavares (Lobbyiste en chef de PSA-Stellantis), pendant que les patrons de l'automobile se feront rincer à coup de subventions, à la production comme à la vente.

PSA pris la main dans le sac

Stellantis vient de plaider coupable aux États-Unis dans l'affaire dit du « Dieselgate ». La justice est convaincue que le groupe a vendu 100 000 voitures dont les tests ont été programmés pour tromper la réglementation en matière d'émission de CO₂.

Le groupe s'engage alors à payer 300 millions d'euros d'amende pour éviter des poursuites et subir contraintes et amendes qui lui coûteraient sans doute plus, le tout en échange de la promesse de se conformer à la loi américaine sur les émissions.

C'est ça être un grand groupe responsable : tromper la législation, mettre en danger la population mais s'en tirer avec un chèque d'à peine 2 % des bénéfices et une vague promesse de ne plus recommencer.